

PREFECTURE DE LA HAUTE-SAVOIE

Pôle administratif des installations classées

Réf : LB/PAIC

Anney, le 21 août 2015

LE PRÉFET DE LA HAUTE-SAVOIE

Arrêté n° PAIC 2015-0032

Société VULLI à RUMILLY.

Entrepôts couverts de stockage de matières, produits ou substances combustibles en situation administrative irrégulière. Mise en demeure.

VU le code de l'environnement (partie législative), livre I, titre VII et Livre V titre I, notamment ses articles L.171-6, L.171-7 et L.514-5;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

VU le décret du 12 juillet 2012 portant nomination de Monsieur Georges-François LECLERC, préfet, en qualité de préfet de la Haute-Savoie ;

VU la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 27 juillet 2015, transmis à l'exploitant par courrier recommandé en date du 28 juillet 2015 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement;

VU l'absence d'observations de l'exploitant ;

Considérant que la société VULLI exploite dans son établissement de RUMILLY des entrepôts couverts pour le stockage de matières, produits ou substances combustibles (produits finis et semi-finis) en quantité supérieure à 500 tonnes (1149 tonnes), le volume total des entrepôts étant supérieur ou égal à 50 000 m³, mais inférieur à 300 000 m³ (79 156 m³).

Considérant que l'exploitation des entrepôts couverts par la société VULLI relève du régime de l'enregistrement sous la rubrique n° 1510-2 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Considérant que les entrepôts couverts exploités à Rumilly ne bénéficient pas de l'arrêté préfectoral d'enregistrement requis par la réglementation, la société VULLI n'ayant pas, à ce jour, fait de demande pour l'obtenir.

Considérant que les entrepôts couverts exploités par la société VULLI sont donc en situation administrative irrégulière.

SUR proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture;

ARRÊTE

Article 1^{er}:

La Société VULLI, dont l'établissement est situé 1, Avenue des Alpes – 74 150 RUMILLY, est mise en demeure de régulariser la situation de ses entrepôts de stockage de produits finis et semi-finis visés par la rubrique n° 1510-2 de la nomenclature des installations classées en déposant, sous un délai de six mois à compter de la date de notification du présent arrêté, un dossier de demande d'enregistrement dans les formes prévues par les articles R.512-46-3 à R.512-46-6 du code de l'environnement.

Article 2 :

A défaut d'exécution dans le délai imparti à l'article 1^{er}, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L.171-7 du code de l'environnement, les sanctions prévues à l'article L.171-8-II du même code.

Article 3:

Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant.

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Grenoble :

- Par le demandeur ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions

Article 4 :

Monsieur le secrétaire général de la préfecture et madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera adressée à :

- Monsieur le Maire de RUMILLY.

POUR AMPLIATION

Le chef de pôle

Michèle ASSOUS



Pour le préfet,
Le secrétaire général,
signé

Christophe NOËL du PAYRAT